
Ordre du jour provisoire

Cote du document: EB 2024/143/R.1/Rev.2

Point de l'ordre du jour: 2

Date: 21 novembre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à adopter l'ordre du jour provisoire de sa cent quarante-troisième session, tel qu'il figure dans le présent document.

Questions techniques:

Claudia ten Have

Secrétaire du FIDA

Bureau de la Secrétaire

courriel: c.tenhave@ifad.org

Deirdre Mc Grenra

Cheffe, Gouvernance institutionnelle et relations
avec les États membres

Bureau de la Secrétaire

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Les documents relatifs à la réunion sont disponibles sur cette [page](#). En cas de questions sur la documentation, veuillez vous adresser à igmr@ifad.org.

Ordre du jour provisoire de la cent quarante-troisième session du Conseil d'administration

Renseignements à l'usage des représentantes et représentants au Conseil d'administration

1. La cent quarante-troisième session du Conseil d'administration se tiendra les mercredi 11 et jeudi 12 décembre 2024 au siège du FIDA, 44, Via Paolo di Dono, à Rome, dans la salle de conférences Italie. Les réunions auront lieu de 9 h 30 à 17 h 30 chaque jour, avec une pause déjeuner de 13 heures à 14 h 30. Chaque délégation disposera d'un siège à la table de conférence et d'un autre, placé derrière celui-ci, où prendront respectivement place la représentante ou le représentant au Conseil d'administration et sa conseillère ou son conseiller. Les représentantes et représentants ne siégeant pas en plénière pourront suivre les débats dans la salle Ovale. Ils pourront aussi suivre les débats à distance sur la plateforme de visioconférence Zoom.

2. Pour faciliter le bon déroulement de la session, il a été décidé que les points de l'ordre du jour seraient regroupés comme suit:

I. Points pour examen en séance

II. Points mis en ligne pour information

3. Par souci de clarté, une lettre indiquant l'action demandée au Conseil d'administration figure à côté de chaque point de l'ordre du jour, à savoir:

[A] = pour approbation; **[E]** = pour examen; **[I]** = pour information;

[C] = pour confirmation.

Points pour examen en séance (section I)

4. Les points dont l'examen est prévu en séance sont énumérés à la section I, y compris les points soumis à la procédure d'approbation en bloc. Au début de la session et après l'adoption de l'ordre du jour, la présidente ou le président demandera l'approbation ou la confirmation en bloc de ces points. Tout point pourra faire l'objet d'un examen en séance si un représentant ou une représentante au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire (igmr@ifad.org) au plus tard une semaine avant la session.

Points mis en ligne pour information (section II)

5. Les documents soumis pour information ne pourront être examinés en séance que si la direction l'estime nécessaire ou si un représentant ou une représentante au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire (igmr@ifad.org) au plus tard une semaine avant la session.

Calendrier des travaux de la session

6. L'ordre du jour ne suit pas nécessairement l'ordre dans lequel les documents seront examinés. Un calendrier des travaux sera mis en ligne avant la session sur le site Web du FIDA et sur la plateforme interactive réservée aux États membres; on y trouvera l'horaire et l'ordre des débats.

7. Ce calendrier des travaux ne comprendra que les points à examiner en séance.

Ordre du jour provisoire

I. Points pour examen en séance

1. Ouverture de la session

2. Adoption de l'ordre du jour (EB 2024/143/R.1/Rev.2) [A]

3. Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A/C]

a) Questions opérationnelles [A]

- i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration
 - a. Asie et Pacifique
 - i) **Viet Nam** – Infrastructure hydraulique inclusive et résiliente au climat au service des petits exploitants ruraux des provinces de Thanh Hoa et Nghe An (CRWIS) (EB 2024/143/R.3)
 - ii) **Viet Nam** – Projet de réduction des émissions dans les hauts plateaux du Centre et sur la côte centre-sud du Viet Nam à l'appui des objectifs du Programme d'action national REDD+ (RECAF) (EB 2024/143/R.4)
 - b. Afrique orientale et australe
 - i) **Zambie** – Projet pour l'inclusion financière au service de la résilience et l'innovation dans les zones rurales (FIRIP) (EB 2024/143/R.5)
 - c. Amérique latine et Caraïbes
 - i) **Argentine** – Programme de promotion des systèmes agroalimentaires résilients et durables pour l'agriculture familiale (PROSAF) (EB 2024/143/R.6)
 - ii) **Brésil** – Projet en faveur de la résilience climatique, de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le Nord-Est semi-aride du Brésil (PDHC III) (EB 2024/143/R.7)
 - iii) **Brésil** – Développement des capacités de lutte contre la faim et d'atténuation des effets de la pauvreté rurale et de l'extrême pauvreté (PPF II) (EB 2024/143/R.8)
 - d. Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
 - i) **Égypte** – Gestion de l'eau à la ferme résiliente au climat dans la vallée du Nil (CROWN) (EB 2024/143/R.9)
- ii. Propositions de don au secteur privé présentées au Conseil d'administration pour examen [A]
 - a. **Écosystème financier inclusif pour la transformation des systèmes alimentaires** (EB 2024/143/R.10)
 - b. **République-Unie de Tanzanie: Données au service de la transformation numérique de l'agriculture** (EB 2024/143/R.11)

- b) Questions institutionnelles [C]**
 - i. **Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2025** (EB 2024/143/R.12)
- c) Questions financières [A]**
 - i. **Examen annuel de l'Exposé de la politique de placement du FIDA** (EB 2024/143/R.13 + Add.1 + Add.2)
 - ii. **Mise à jour de la Politique du FIDA relative aux emprunts non concessionnels** (EB 2024/143/R.14)
- d) Gouvernance [A]**
 - i. Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration prévues en 2026 (EB 2024/143/R.15)
 - ii. Révision du procès-verbal de la cent quarante-deuxième session du Conseil d'administration (EB 2024/143/R.36)

4. Débat stratégique avec le Président du FIDA – Œuvrer à la transformation du monde rural en accélérant les activités du FIDA en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes (EB 2024/143/R.16) **[E]**

5. Questions institutionnelles

- a) Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2025, perspectives budgétaires pour 2026-2027 et budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2025 et plan indicatif pour 2026-2027 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et rapports de situation sur l'Initiative PPTE, le SAFR et le MARE (EB 2024/143/R.17 + Add.1 + EB 2024/143/R.18) **[A]**
- b) Stratégie relative aux opérations avec le secteur privé 2025-2030 (EB 2024/143/R.19) **[A]**
- c) Modifications à apporter au Cadre des opérations non souveraines du FIDA dans le secteur privé (EB 2024/143/R.20) **[A]**
- d) Plan de travail du Bureau de la déontologie du FIDA pour 2025 (EB 2024/143/R.21) **[C]**
- e) Politique relative au traitement des allégations de faute portées à l'encontre du Président ou de la Présidente du FIDA (EB 2024/143/R.22) **[A]**

6. Évaluation

- a) Évaluations de la stratégie et du programme de pays **[E]**
 - i. Argentine (EB 2024/OR/18)
 - ii. Chine (EB 2024/OR/19)

7. Questions opérationnelles

- a) Informations actualisées sur les engagements, le programme de prêts et dons et les ressources connexes pour 2024 (EB 2024/143/R.23) **[I]**
- b) Engagements prioritaires pris au titre de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA à financer au moyen du programme de dons ordinaires (EB 2024/143/R.24) **[A]**

- c) Programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) **[E]**
 - i. Argentine (EB 2024/OR/21 + Add.1)
 - ii. Chine (EB 2024/OR/20 + Add.1)
 - iii. Monténégro (EB 2024/OR/17)

8. Questions financières

- a) Ressources disponibles pour engagement (EB 2024/143/R.25) **[A]**
- b) Rapport sur l'état des contributions à la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (EB 2024/143/R.26) **[E]**

9. Questions diverses

- a) Rapport oral sur la visite de pays effectuée en 2024 par le Conseil d'administration du FIDA en République de Tunisie **[I]**

Points présentés pour information

10. Rapports des organes subsidiaires

- a) Procès-verbal de la cent vingt-septième session du Comité de l'évaluation (EB 2024/143/R.27)
- b) Procès-verbal de la cent soixante-quinzième réunion du Comité d'audit (EB 2024/143/R.28)

- 11. Rapport sur les questions opérationnelles examinées à la consultation du Conseil d'administration (EB 2024/143/R.29)
- 12. Programme provisoire des activités de la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs (EB 2024/143/R.30)
- 13. Rapport sur la gestion actif-passif jusqu'en juin 2024 (EB 2024/143/R.31)
- 14. Mémoire d'accord entre AKADEMIYA2063 et le FIDA (EB 2024/143/R.32)
- 15. Mémoire d'accord entre le Committee on Sustainability Assessment, l'International Security and Development Center, le Gouvernement soudanais et le FIDA (EB 2024/143/R.33)
- 16. Gestion financière des projets: Rapport de situation annuel comprenant l'examen du Cadre conceptuel relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le FIDA (EB 2024/143/R.34)
- 17. Avant-projet d'ordres du jour provisoires de la cent quarante-quatrième et la cent quarante-cinquième session du Conseil d'administration (EB 2024/143/R.35)

Notes d'information

D'autres documents soumis pour information peuvent être mis en ligne sur la [plateforme interactive réservée aux États membres](#).

Ordre du jour provisoire annoté

Annotations

I. Points pour examen en séance

1. Ouverture de la session

2. Adoption de l'ordre du jour [A]

L'ordre du jour figure dans le présent document.

3. Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A/C]

À sa cent trente-huitième session, le Conseil d'administration a approuvé l'expérimentation d'une procédure permettant de lui présenter certains documents en bloc. À sa cent quarante-deuxième session, il a approuvé l'utilisation de façon permanente de la procédure d'approbation en bloc lors de ses sessions. Les documents ci-après sont soumis à son attention au titre de ladite procédure.

a) Questions opérationnelles [A]

i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration

a. Asie et Pacifique

ii) Viet Nam – Infrastructure hydraulique inclusive et résiliente au climat au service des petits exploitants ruraux des provinces de Thanh Hoa et Nghe An (CRWIS)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du projet: 6 ans

Coût total du projet: 78,94 millions d'USD

Montant du prêt du FIDA: 42,21 millions d'USD

Cofinanceurs:

Fonds pour l'adaptation: 9,22 millions d'USD

État: 14,85 millions d'USD

Bénéficiaires: 2,26 millions d'USD

Déficit de financement: 10,40 millions d'USD

L'octroi d'un prêt à des conditions ordinaires est recommandé.

iii) Viet Nam – Projet de réduction des émissions dans les hauts plateaux du Centre et sur la côte centre-sud du Viet Nam à l'appui des objectifs du Programme d'action national REDD+(RECAF)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du projet: 6 ans

Coût total du projet: 102,51 millions d'USD

Montant du prêt du FIDA: 32,434 millions d'USD

Cofinanceurs:

Fonds vert pour le climat (FVC): 35,00 millions d'USD

État: 28,64 millions d'USD

Bénéficiaires: 6,44 millions d'USD

L'octroi d'un prêt à des conditions ordinaires est recommandé.

- b. Afrique orientale et australe
- i) **Zambie** – Projet pour l’inclusion financière au service de la résilience et l’innovation dans les zones rurales (FIRIP)
- Institution initiatrice: FIDA
Durée du projet: 7 ans
Coût total du projet: 49,8 millions d’USD
Montant du prêt du FIDA: 8,9 millions d’USD
Cofinanceurs:
Secteur privé (à déterminer): 12,3 millions d’USD
Partenaires stratégiques (à déterminer): 0,3 million d’USD
État: 2,2 millions d’USD
Bénéficiaires: 5,0 millions d’USD
Déficit de financement: 21,1 millions d’USD
L’octroi d’un prêt assorti de conditions particulièrement concessionnelles est recommandé.
- c. Amérique latine et Caraïbes
- i) **Argentine** – Programme de promotion des systèmes agroalimentaires résilients et durables pour l’agriculture familiale (PROSAF)
- Le document contient une proposition de financement additionnel.
- ii) **Brésil** – Projet en faveur de la résilience climatique, de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le Nord-Est semi-aride du Brésil (PDHC III)
- Institution initiatrice: FIDA
Durée du projet: 6 ans
Coût total du projet: 155,0 millions d’USD
Montant du prêt du FIDA: 35,0 millions d’USD
Cofinanceurs:
État: 100,0 millions d’USD
Bénéficiaires: 20,0 millions d’USD
L’octroi d’un prêt à des conditions ordinaires est recommandé.
- iii) **Brésil** – Développement des capacités de lutte contre la faim et d’atténuation des effets de la pauvreté rurale et de l’extrême pauvreté (PPF II)
- Institution initiatrice: FIDA
Durée du projet: 6 ans
Coût total du projet: 139,0 millions d’EUR (équivalant approximativement à 148,8 millions d’USD)
Montant du prêt du FIDA: 8,0 millions d’EUR (équivalant approximativement à 8,6 millions d’USD)
Cofinanceurs:
Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement (AECID): prêt de 92,0 millions d’EUR (équivalant approximativement à 98,5 millions d’USD) et don de 4,0 millions d’EUR (équivalant approximativement à 4,3 millions d’USD)

État: 25,0 millions d'EUR (équivalant approximativement à 26,8 millions d'USD)

Bénéficiaires: 10,0 millions d'EUR (équivalant approximativement à 10,7 millions d'USD)

L'octroi d'un prêt à des conditions ordinaires est recommandé.

d. Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

i) **Égypte** – Gestion de l'eau à la ferme résiliente au climat dans la vallée du Nil (CROWN)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du projet: 7 ans

Coût total du projet: 153,4 millions d'EUR

Montant du prêt du FIDA: 58,2 millions d'EUR

Cofinanceurs:

Institutions financières: 0,5 million d'EUR

Secteur privé: 3,1 millions d'EUR

État: 29,5 millions d'EUR

Bénéficiaires: 6,8 millions d'EUR

Déficit de financement: 55,3 millions d'EUR

L'octroi d'un prêt à des conditions ordinaires est recommandé.

ii. Propositions de don au secteur privé présentées au Conseil d'administration pour examen **[A]**

a. **Écosystème financier inclusif pour la transformation des systèmes alimentaires**

Le document présentera une proposition de don à Rabo Partnerships pour renforcer la capacité des banques nationales de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes et en Asie et dans le Pacifique à proposer des services financiers efficaces aux petits exploitants agricoles.

b. **République-Unie de Tanzanie: Données au service de la transformation numérique de l'agriculture**

Le document présentera une proposition de don financé par le Fonds commun pour les objectifs de développement durable et destiné aux entreprises de technologie agricole, le but étant d'améliorer la collaboration entre le secteur public et le secteur privé s'agissant de l'accès aux données et de leur partage afin d'accroître l'efficacité du secteur agricole et de faire progresser la transformation numérique.

b) Questions institutionnelles [C]

i. **Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2025**

Le document, qui présente le plan de travail de 2025 pour les activités d'audit interne et d'enquête au FIDA, approuvé par le Président, est soumis au Conseil d'administration pour confirmation.

c) Questions financières [A]

i. **Examen annuel de l'Exposé de la politique de placement du FIDA**

Conformément à l'Exposé de la politique de placement (ExPP) du FIDA (EB 2011/104/R.43), « le Conseil d'administration examine annuellement la pertinence de l'ExPP à sa dernière session de chaque année civile, sur la base d'un rapport qui lui est soumis par le Président ». L'examen annuel, soumis au Conseil d'administration pour approbation, fait le point sur la mise en œuvre de la politique. Ainsi que le Comité d'audit l'a demandé à sa cent vingt-cinquième réunion, en novembre 2012, l'ExPP sera assorti, pour information, du Cadre de contrôle des placements du FIDA (EB 2024/143/R.13/Add.1). Comme l'a suggéré le Conseil d'administration pour faciliter l'examen, le document EB 2024/143/R.13/Add.2 récapitule les changements qu'il est proposé d'apporter à l'ExPP et au cadre de contrôle.

ii. **Mise à jour de la Politique du FIDA relative aux emprunts non concessionnels**

Le document présente au Conseil d'administration, pour approbation, une proposition de mise à jour de l'actuelle Politique relative aux emprunts non concessionnels, consistant en une série de grands principes et de modalités mieux adaptés à l'évolution des meilleures pratiques sur le financement du développement durable, ce qui correspond à la tendance suivie par les autres institutions de financement du développement.

Durant l'examen à mi-parcours de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), la direction avait proposé la définition de quelques principes généraux, à prendre en compte tout au long de la consultation, et s'était engagée à mettre à jour la Politique relative aux emprunts non concessionnels avant le début de FIDA13.

d) Gouvernance [A]

i. Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration prévues en 2026

Ce document contient les dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration en 2026 ainsi que les dates définies pour les consultations du Conseil d'administration en 2026.

ii. Révision du procès-verbal de la cent quarante-deuxième session du Conseil d'administration

Le document présentera les modifications apportées au procès-verbal de la cent quarante-deuxième session du Conseil d'administration.

4. Débat stratégique avec le Président du FIDA – Œuvrer à la transformation du monde rural en accélérant les activités du FIDA en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes [E]

Au titre de ce point de l'ordre du jour, la direction lancera un débat stratégique avec les États membres sur les moyens pour le FIDA d'intensifier son action en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et de maximiser son impact s'agissant de la transformation du monde rural et de l'éradication de la pauvreté. Le document décrit les progrès accomplis à ce jour sur le front de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, les difficultés rencontrées et le plan d'action relatif aux engagements futurs, et intègre les enseignements tirés de l'expérience aux fins de leur prise en compte lors de la révision de la Politique et du Plan d'action du FIDA pour l'égalité femmes-hommes. Les États membres sont invités à participer activement à ce débat afin de définir une voie de collaboration qui offrira aux femmes rurales et à leurs communautés des changements profonds et durables.

5. Questions institutionnelles

- a) **Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2025, perspectives budgétaires pour 2026–2027 et budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2025 et plan indicatif pour 2026–2027 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et rapports de situation sur l'Initiative PPTE, le SAFP et le MARE [A]**

Conformément à la section 10 de l'article 6 de l'Accord portant création du FIDA, le Président soumet au Conseil d'administration, pour approbation, le projet de programme de travail du FIDA pour 2025, accompagné du projet de budget pour 2025 et des perspectives budgétaires pour 2026-2027.

Conformément à la Politique de l'évaluation au FIDA, ce document présente aussi le budget-programme de travail pour 2025 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), accompagné de son plan de travail indicatif pour 2026-2027, que le Conseil d'administration est invité à examiner. Sur recommandation du Conseil d'administration, les budgets du FIDA et d'IOE seront soumis pour approbation finale au Conseil des gouverneurs à sa quarante-huitième session, en février 2025. Ce document et son additif présentent aussi les rapports de situation sur la participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) et sur la mise en œuvre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) et de la Politique du FIDA en matière de reclassement, en vue de leur transmission au Conseil des gouverneurs pour information.

D'autre part, le document EB 2024/143/R.18, soumis à l'attention du Conseil d'administration, présente les conclusions de l'examen du programme de travail et des budgets réalisé par le Comité d'audit à sa cent soixante-quinzième réunion. Les recommandations du Comité de l'évaluation relatives au budget-programme de travail d'IOE figurent dans le procès-verbal de la cent vingt-septième session du Comité.

- b) **Stratégie relative aux opérations avec le secteur privé 2025-2030 [A]**

En réponse à un engagement pris au titre de FIDA13, la direction présentera au Conseil d'administration, pour approbation, une nouvelle Stratégie relative aux opérations avec le secteur privé 2025-2030. Celle-ci remplacera l'actuelle Stratégie de collaboration du FIDA avec le secteur privé, dont la mise en œuvre s'achève en décembre 2024.

- c) **Modifications à apporter au Cadre des opérations non souveraines du FIDA dans le secteur privé [A]**

En raison de l'intensification des opérations dans le secteur privé prévue pour FIDA13, et en réponse à un engagement pris au titre de cette même reconstitution des ressources, le document présentera au Conseil d'administration, pour approbation, les modifications qu'il est proposé d'apporter au Cadre des opérations non souveraines du FIDA dans le secteur privé, approuvé par le Conseil d'administration en 2020 (EB 2020/129/R.11/Rev.1).

- d) **Plan de travail du Bureau de la déontologie du FIDA pour 2025 [C]**

Le document, qui présente, pour la première fois, le plan de travail du Bureau de la déontologie du FIDA pour 2025, approuvé par le Président, est soumis au Conseil d'administration pour confirmation. Il définit les priorités du Bureau de la déontologie pour 2025, notamment les mesures prévues en amont pour prévenir et réprimer le harcèlement sexuel et l'exploitation et les atteintes sexuelles dans le contexte d'une organisation décentralisée.

e) **Politique relative au traitement des allégations de faute portées à l'encontre du Président ou de la Présidente du FIDA [A]**

Cette politique présente le cadre et les principes directeurs régissant les enquêtes sur les allégations de faute visant le Président du FIDA. Elle suit la recommandation issue de l'examen externe des pratiques d'enquête du FIDA réalisé en 2022, et a été élaborée conformément aux orientations et aux attentes en matière de bonnes pratiques communiquées par les Représentants des services d'enquête du système des Nations Unies. La politique sera accompagnée d'un projet de résolution portant sur une proposition de révision du Règlement pour la conduite des affaires du Fonds, qui doit être soumis pour adoption au Conseil des gouverneurs à sa quarante-huitième session, sur recommandation du Conseil d'administration.

6. Évaluation

a) **Évaluations de la stratégie et du programme de pays [E]**

Le Conseil d'administration examinera les évaluations de la stratégie et du programme de pays ci-après.

- i. Argentine
- ii. Chine

7. Questions opérationnelles

a) **Informations actualisées sur les engagements, le programme de prêts et dons et les ressources connexes pour 2024 [I]**

La direction fournira des informations actualisées sur l'exécution du programme de prêts et dons de FIDA12.

b) **Engagements prioritaires pris au titre de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA à financer au moyen du programme de dons ordinaires [A]**

Conformément à la Politique sur les dons ordinaires (EB 2021/132/R.3), le document, soumis au Conseil d'administration pour approbation, définit les engagements prioritaires pris au titre de FIDA13 qui pourraient bénéficier d'activités financées par le programme de dons ordinaires au cours de la période de FIDA13 (2025-2027). Ces engagements prioritaires permettront au Conseil d'administration et à la direction de prendre des décisions éclairées sur le choix des activités à financer en priorité au moyen de dons ordinaires.

c) **Programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) [E]**

Comme l'ont demandé plusieurs membres du Conseil d'administration à la cent quarante-deuxième session, les programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) ci-après, qui concernent des pays ayant dépassé le seuil de revenu déclenchant un examen de reclassement pendant trois années consécutives, seront examinés par le Conseil d'administration. Conformément à la proposition soumise par le Conseil d'administration à sa cent huitième session, les COSOP pour lesquels une évaluation de la stratégie et du programme de pays est également présentée seront accompagnés d'un additif contenant une brève note d'IOE.

- i. Argentine
- ii. Chine
- iii. Monténégro

8. Questions financières

a) **Ressources disponibles pour engagement [A]**

Le document présente des informations sur le niveau des ressources disponibles pour engagement à l'appui du programme de travail du FIDA pour 2025, sur la base du principe du flux de trésorerie durable.

b) **Rapport sur l'état des contributions à la Treizième reconstitution des ressources du FIDA [E]**

Le document présentera des informations sur les annonces de contribution reçues pour FIDA13 au 30 septembre 2024.

9. Questions diverses

- a) Rapport oral sur la visite de pays effectuée en 2024 par le Conseil d'administration du FIDA en République de Tunisie **[I]**